

La marginalisation de l'Afrique: Examen des rapports Etat/société civile

Marie-Louise Eteki-Otabela*

L'Afrique et le système international

Les idées essentielles

1/ L'articulation des Etats africains aux Etats du Monde développé est une nécessité pour le système mondial de reproduction de l'ordre social existant.

2/ Or, les Etats africains sont marginalisés dans ce système depuis toujours pour différentes raisons.

3/ En fait, la raison principale est que les mécanismes de reproduction du capital façonnent d'une manière particulière les économies du Tiers-Monde.

4/ Les conséquences de ce phénomène sont:

- sur le plan social: la baisse du niveau de vie
- sur le plan politique: le renforcement de l'autoritarisme politique et l'écrasement de la société civile.

5/ Aussi, la crise de l'Etat aujourd'hui n'est pas forcément une crise de légitimation, mais elle est porteuse de structurations diverses et d'une dynamique pouvant déboucher sur une pluralité d'issues.

Donc, à partir d'une réalité donnée (1), l'articulation des Etats africains aux Etats du monde développé, le Professeur El Malki constate un fait (2), la marginalisation de l'Afrique. Puis il émet une hypothèse (3) pour expliquer ce fait: la façon particulière dont le capital façonne les économies du Tiers-Monde.

L'observation de ce fait, expérimentée à travers les *Conséquences* du phénomène (4) amène le Professeur El Malki à poser comme base de discussion la règle suivante:

La crise des Etats africains aujourd'hui n'est pas une crise de légitimité interne, mais plutôt une crise devant l'alternative où ces Etats sont placés à savoir, se conformer à l'orthodoxie financière libérale ou prendre en compte les contraintes internes de légitimation des régimes politiques en place.

En d'autres termes, la problématique des rapports Etat/Société civile en Afrique aujourd'hui se situe dans la perspective du choix entre maintien du statut quo du système mondial et remise en question de la place de l'Afrique.

* Sociologue, Cameroun

Remarques:

1 - Nous sommes heureux que soit réaffirmée avec force ici, l'idée selon laquelle l'Afrique est indispensable au maintien et à la reproduction du système international. Ce ne fut pas toujours le cas.

2 - Nous sommes bien d'accord que l'orthodoxie libérale, à travers l'application des PAS implique:

- la remise en cause des acquis sociaux des populations qui composent la société civile;

- le renforcement de l'autoritarisme politique des Etats et donc,

- la fin des velléités de démocratisation en cours dans nos pays.

3 - Mais, il nous semble qu'entre reconnaître la spécificité du mode de production capitaliste *périphérique* (la façon particulière dont le capital y façonne les économies) et admettre comme donnée objectives:

- l'absence d'un développement politique;

- et la dépendance de la société civile vis-à-vis de l'Etat, il y a un pas.

Nous voudrions attirer l'attention sur le piège qui consiste à poser l'Etat (post-colonial) comme *instance nécessaire et exclusive de la reproduction du système socio-politique*. Dans la mesure où la problématique des rapports Etat (Politique)/Société (Civile) peut éclairer sur la façon particulière dont le capital façonne les économies du Tiers-Monde, il convient d'être plus vigilant.

Aussi, notre communication partira de cette problématique dans sa version classique et originelle avant de voir son évolution. Dans une première partie, nous exposerons l'approche ethnocentriste et ses implications au niveau du discours socio-politique qui postule une soi-disant consubstantialité de l'Etat et de la société civile.

Dans la deuxième partie, nous examinerons l'approche Tiers Mondiste de cette problématique, afin de voir pour quelle raison socio-économique il est question aujourd'hui de la non-pertinence de cette opposition Etat/Société Civile.

Enfin, dans la troisième partie, nous exposerons l'approche qui est la nôtre avec l'hypothèse totalitaire.

Rapports Etat (politique)/Société (Civile): la problématique

Quand les ethno-anthropologues descendent sur le terrain du continent africain, la problématique des rapports entre l'Etat et la société avait déjà été posée¹.

1 Nous empruntons ici la formulation de cette problématique à Césaire Luperini dans *Marx et sa critique du politique* Paris Maspéro 1979.

Pour Karl Marx, la bourgeoisie a besoin de l'Etat dans la phase d'instauration du mode de production capitaliste. Cela est posé comme la constatation d'un fait empirique. Pour se reproduire, c'est-à-dire pour perpétuer sa domination, ce mode de production se suffit; le couple Etat/Société civile est donc à usage descriptif, car il s'agit là de la perception d'une expérience commune.

Ce couple ne fonctionne plus sur le plan conceptuel quand Marx décide de faire le procès du système capitaliste dans le *Capital*². Il utilise plutôt le couple superstructure (politique) - structure (économique). Pour lui, il n'y a donc pas de lien entre ces deux couples.

Le paradoxe du couple Etat/Société (civile) c'est qu'autant le deuxième couple fonctionne parfaitement dans le cadre conceptuel nécessaire au procès du processus de production avec les principes maintenant bien connus, des deux classes sociales antagonistes, les capitalistes et les prolétaires, celui de la lutte des classes comme comportement socio-politique - celui de la lutte préventive des dominants vis-à-vis des dominés: celui de la lutte incessante entre dominants - et surtout le principe de conscience de classe aux modalités différentes selon les classes; autant rien n'est dit de fondamental sur l'aspect politique, c'est-à-dire sur le couple Etat/Société (civile).

Cela reste le problème théorique du *Capital*. On n'y trouve pas de problématique de l'Etat. Engels a bien tenté une transposition, en indiquant que l'Etat comprendrait en fait, le régime politique et la société civile, les rapports économiques; le premier élément, l'Etat, étant posé comme secondaire par rapport au deuxième élément, la société civile qui serait l'élément décisif.

En effet, Engels analyse³ l'origine et le développement de l'antagonisme fondamental capitalistes/prolétaires et insiste sur le fait que celui-ci est apparu à la suite d'une transformation du mode de production, et donc que toute l'histoire moderne des luttes d'émancipation tourne autour de l'émancipation économique.

Mais, nous savons bien que dans la pensée de Marx, toute possibilité de passage théorique à l'Etat est bloqué, c'est-à-dire que dans les rapports Etat-Société, on retrouve bien du côté de l'Etat, les éléments juridiques, politiques, etc., mais pas ceux constitutifs de l'Etat; du côté société civile, on retrouve les rapports économiques.

2 Césaire Luporini, *idem*, p. 91.

3 Engels cité par Luporini, p. 95.

Il est bien question de *liberté* de l'Etat, mais cette liberté n'est pas posée comme l'objectif des dominés. Marx dit seulement que plus les pouvoirs de l'Etat sont limités (légalement), plus dans la société, on est libre.

Ce qui nous donne donc un Etat subordonné à la société. Ce changement de nature de l'Etat est placé au point de renversement de l'ensemble du système. Marx ne donne nulle part une réponse claire aux deux questions fondamentales posées à ce niveau de réflexion, à savoir:

- quelles transformations subit l'Etat bourgeois pour devenir l'Etat subordonné à la société?
- quels devront être les acteurs d'un tel renversement?

Ainsi la problématique Etat/Société n'est pas élevée au niveau conceptuel de la problématique superstructure/structure. Elle reste un noeud théorique. Et l'on soupçonne que seul Gramsci a essayé de reprendre cette réflexion⁴.

César Lupotini⁵ esquisse une explication des limites de cette conceptualisation pour sortir de l'impasse théorique qu'elle implique. Pour lui, le marxisme serait seulement une critique du capitalisme dans sa phase nationale. Marx n'a pas pris en compte "le système global" tel que nous le connaissons aujourd'hui, c'est-à-dire:

- l'existence d'un marché mondial avec à l'intérieur la concurrence entre les différentes bourgeoisies, protégées par les structures étatiques.
- le développement inégal des différents pays.

C'est dans cette articulation, système nationale/système mondiale que s'enracinerait la problématique de l'Etat et partant celle du dynamisme des forces productives avec le phénomène de *crise*. Car ce dont il s'agit depuis Marx c'est d'analyser conceptuellement les conditions et la manière d'orienter les masses dans le cadre de la lutte des classes. Or, pour les ethno-anthropologues, le problème ne se posait pas tout à fait en ces termes; nous dirons même qu'il se posait en termes contraires. Pour les tiers-mondistes dont le militantisme en faveur des peuples opprimés a fait illusion, le temps des indépendances africaines, il est clair aujourd'hui que leurs analyses n'ont servi qu'à donner un fondement scientifique à la nouvelle gauche. Car l'hypothèse totalitaire que nous avançons semble ébranler le sacro-saint édifice libéralo-marxiste. Tous nous conseillent de *mettre de côté le postulat de la surdétermination de l'économie mondiale*, si nous adhérons à la thèse de l'impasse théorique actuelle, avec comme

4 Voir dans *Pour Gramsci*, de M.A. Macciocchi, p. 164-199, Seuil.

5 César Lupotini: *Les limites d'une conceptualisation*, p. 103-106.

objectif le retraitement méthodique des données factuelles soit à l'aide des techniques d'analyse disponibles, soit en renouvelant l'appareil conceptuel.

Or l'hypothèse totalitaire implique le fait que l'articulation des Etats africains aux Etats du monde développé s'enracine dans les mécanismes classiques du mode de (re) production capitaliste.

L'approche ethnocentriste

La démarche

La tradition de la pensée scientifique occidentale se base sur l'observation puis la déduction. Aussi les analyses des ethno-anthropologues de Durkheim à Georges Balandier, en passant par Levy-Bruhl, se caractérisent par le souci *d'ordonner les résultats des recherches ethnologiques et sociologiques selon un ordre manifestant le passage du plus simple au plus complexe, du moins civilisé au plus civilisé, du prélogique au logique*. On cherche à découvrir l'origine des choses en expliquant le plus proche par le plus éloigné, espérant trouver une explication au fonctionnement actuel de la société et même la clé de son avenir. Cette tendance des premiers ethnologues à rechercher "les cas primitifs", "non altérés" reste présente à ce jour dans nombre d'analyses africanistes⁶.

L'enjeu

C'est que historiquement, l'ethnographie s'est développée en même temps que s'effectuait l'expansion coloniale des peuples européens,

en ce sens donc, l'ethnographie apparaît étroitement liée au fait colonial que les ethnographes le veulent ou non. Pour la plupart, c'est dans les territoires coloniaux ou semi-coloniaux dépendants de leur pays d'origine qu'ils travaillent et, même s'ils ne reçoivent aucun appui direct des représentants locaux de leur gouvernement, ils sont tolérés par eux et assimilés plus ou moins par les gens qu'ils étudient à des agents de l'administration. Dans de telles conditions, il paraît, dès l'abord difficile à l'ethnologue même le plus épris de science pure, de fermer les yeux sur le problème colonial, puisqu'il est bon gré mal gré intégré à ce jeu et qu'il s'agit d'un problème ni plus ni moins vital pour les sociétés ainsi assujetties dont il s'occupe⁷.

Méthodologie

Vitale pour les colonisés, l'ethnographie l'est aussi et surtout pour l'expansion coloniale des Etats et quand on considère la manière dont elle fonctionne, on découvre un glissement peu innocent, de l'arsenal conceptuel

6 Madeleine Grawitz, *Méthodes des sciences sociales*, Paris Dalloz 84, p. 193-194.

7 Michel Leiris, *Cinq études d'ethnographie*, Paris Denoël, p. 84-85.

au discours idéologique. L'archétype "société primitive" a été construit pour les besoins de l'analyse. Il définissait ces sociétés comme des sociétés simples, harmonieuses, homogènes et transparentes ce qui a légitimé sur le plan épistémologique, l'entreprise coloniale.

De la connaissance du plus simple pour connaître le plus complexe, on est passé à la solution des problèmes complexes dans les sociétés primitives. L'évolution de celles-ci vers le plus complexe a alors été posée comme inéluctable, comme devenir normal. Le développement du plus simple est devenu l'objectif devant conduire au bel édifice de l'harmonie des intérêts universels:

La représentation de l'Afrique que se font les auteurs qui appartiennent à ce courant de pensée est à l'image de la représentation plus générale qu'ils se font de la société humaine: un espace sans conflit où il est toujours possible de trouver un optimum collectif par l'ajustement des intérêts particuliers et la quête rigoureuse de l'équilibre de marché⁸.

L'ethnocentrisme

Et pendant un siècle, les sociétés africaines seront perçues suivant une typologie faisant d'elles, des sociétés à structuration simple avec un développement limité des forces productives: des sociétés homogènes et sans histoire avec tout au plus des clans ethniques et enfin comme des sociétés transparentes baignant dans l'harmonie à travers un tissu inextricable de liens de parenté. En conséquence, la négritude ravira la vedette à la lutte de classes et la théorie du développement sera préférée à la lutte de libération, l'OUA ayant été jugée plus authentiquement africaine que le RDA. Michel Leiris mettait déjà en garde contre cette recherche de "pureté originelle" en disant:

Il faut réagir et mettre les étudiants en garde contre une tendance trop fréquente chez les ethnographes, du moins pour ce qui concerne la France celle qui consiste à s'attacher de préférence aux peuples qu'on peut qualifier relativement d'intacts par le goût d'un certain "primitivisme" ou parce que de tels peuples présentent par rapport aux autres, l'attrait d'un plus grand exotisme. A procéder ainsi, l'on risque, il faut y insister, de se détourner des problèmes brûlants, un peu comme ces administrateurs qui font l'éloge du "brave type de brousse" en l'opposant à "l'évolué" des villes et jugent ce dernier avec une sévérité d'autant plus grande qu'il est par rapport au représentant moderne du "bon usage" des auteurs du 18e siècle, plus difficile à administrer⁹.

8 P. Jacquenot et M. Raffinot, *Accumulation et développement*, Paris L'Harmattan p. 30.

9 Michel Leiris, *idem* p. 102.

Aussi le moins que l'on puisse dire c'est que les analyses des ethno-anthropologues libéraux ne visaient ni la promotion des conditions de libération ni l'orientation de la lutte de populations africaines. Il s'agissait généralement de monographies descriptives, livrant un savoir anecdotique et réduisant la réalité africaine aux images folkloriques. Toute tentative pour sortir du giron des ancêtres de Balandier apparaissait comme un manque de rigueur scientifique. Il fallait pour être un bon ethnologue s'en tenir aux archétypes de "sociétés primitives" et du "bon sauvage". C'est ainsi qu'on en est venu à considérer les cultures et les sociétés africaines comme des "totalités expressives" du fonctionnalisme de Malinowski au structuralisme de C. Levy Strauss et à nier catégoriquement toute spécificité conceptuelle à leur appliquer sur le plan des rapports de production. "L'économie du sous-développement" est un sujet très important mais elle ne donne pas matière à formulation et à une théorie¹⁰. Pour les libéraux et leurs ancêtres ethnologues, les erreurs constatées lors de l'application des modèles à telle ou telle situation concrète ne sont que des perturbations bénignes dans la belle mécanique de l'équilibre général. Et si ces erreurs révèlent une ampleur jugée trop profonde, cela ne peut pas tenir à une erreur dans les hypothèses ou sur les modes de raisonnement; mais seulement à cette fâcheuse incapacité des pays "en retard" à respecter les règles du jeu du capitalisme.

Problème théorique

Quand la bourgeoisie occidentale décide de créer les Etats africains dans les années 60, décision qui répondait moins aux aspirations des peuples colonisés qu'aux besoins d'expansion du mode de production capitaliste, elle se trouve confrontée à un problème. Comment fonder (théoriquement) la nature "autoritaire" de l'Etat post-colonial? Il n'était pas question que ces Etats apparaissent comme le produit de l'Occident ou la façon particulière dont le capital façonne les économies africaines - non surtout pas. L'Etat colonial s'inscrivait en droite ligne de la mission civilisatrice. Il fallait maintenant moderniser ces sociétés. La mise en place de l'Etat post-colonial, ses structures et son fonctionnement devaient apparaître comme les produits de l'archaïsme des sociétés africaines. C'était le seul moyen de justifier leur autoritarisme. Ainsi on faisait d'une pierre deux coups:

- on légitimait la reproduction du mode de production capitaliste en Afrique et,
- on faisait apparaître ses modalités d'extension comme nécessité interne des sociétés africaines.

10 Jacquenot et Raffinot, *idem*, p. 30.

Et pendant deux décennies, le développement "a tout à coup cristallisé les espoirs de justice - de paix - et de bien-être pour tous les habitants de la terre". On commença par identifier les obstacles au développement - comme par hasard ils correspondaient presque mot pour mot aux caractéristiques des sociétés primitives! L'explosion démographique, le retard des mentalités, l'analphabétisme, l'absence d'esprit d'entreprises, les conditions naturelles défavorables et surtout le manque de capitaux...

"Ces obstacles, les pays sous-développés (mis pour sociétés primitives) n'avaient pu les vaincre. Sinon ils seraient développés. Le développement devait donc être introduit de l'extérieur..." Très peu d'occidentaux savent aujourd'hui qu'ils ont été eux-mêmes les victimes d'une gigantesque escroquerie.

Etat et société dans la pensée ethnocentriste

Comment se pose dans ce contexte les rapports entre l'Etat et la société? A l'heure où il est de bon ton, grâce aux analyses de la domination et de la dépendance, de faire la critique de l'Etat post-colonial pour faire apparaître ce qui ne s'y réduit pas, il n'y a plus qu'à propos du Tchad que nous avons l'occasion d'entrevoir l'Etat, tel qu'il se présente dans le courant de pensée ethnocentriste. Il s'agit ici de l'Etat sauvant la société du chaos: dans un livre récent Abderahman Dadi, reproduit à merveille ce discours ethno-libéral sur l'Etat:

... on tient là un récit clair et honnête des grandes lignes de l'évolution du Tchad depuis l'indépendance, qui sans prétendre à l'exhaustivité, permet de se repérer dans une histoire singulièrement sinueuse et complexe, mais encore l'ouvrage permet, à travers l'analyse du cas Tchadien, de poser un certain nombre de questions fondamentales, et toujours d'actualité, relatives aux conditions d'équilibre et de survie des Etats africains; parce que le Tchad a condensé et poussé jusqu'au paroxysme, pour le plus grand malheur de ses populations, les contradictions qui travaillent peu ou prou tous les Etats africains, la mise en évidence des facteurs qui ont conduit à cette situation ne peut être que riche d'enseignements et espérons-le de leçon¹¹. Donc voici les principaux enseignements assumés par les Africains eux-mêmes:

L'Etat sauveur de la société

Première tâche de l'Etat: l'intégration nationale. Si la "Nation tchadienne" n'était évidemment pas comme l'avait prétendu Tombalbaye en 1960 un "fait accompli" mais au contraire à forger, il en allait ainsi de tous les pays

11 Abderahman Dadi : *Tchad, l'Etat retrouvé*, Harmattan 1987 - Préface Jacques Chevalier, p. 3.

africains nouvellement indépendants; et la tâche assignée à l'Etat était précisément de s'efforcer de réaliser, sinon l'intégration, du moins une relative "agrégation" sociale en faisant prévaloir de nouveaux liens de solidarité et d'allégeance. Cette entreprise s'est révélée singulièrement délicate et aléatoire dans tous les pays africains;

- l'Etat devait y être un pôle d'attraction avec des fonctionnaires formés à l'encadrement administratif. Il devait assurer la socialisation politique notamment par le parti unique;
- ensuite l'Etat devait permettre de dépasser les clivages existants au sein du gouvernement, du paiement, du parti, dans l'administration et dans l'armée;
- enfin l'Etat devait contribuer à atténuer les tensions internes et réguler la violence issue de la colonisation. L'Etat ne s'est pas fait éclipsé par les mouvements de résistance passive, ni par les pressions extérieures. Il est souvent devenu un Etat fort avant d'être en crise aujourd'hui.

Abderahman Dadi relève les signes de désarroi qui se multiplient au Tchad, même avant le crépuscule de l'ordre étatique. "Tout cela démontre que l'Etat est devenu incontournable et qu'il structure les représentations et les comportements politiques"¹². Ainsi, l'Etat post-colonial était inscrit dans la logique du courant de pensée ethnocentriste libérale comme un avènement naturel. Il ne vient jamais à l'idée d'aucun Africain que nous aurions à ce jour pu nous passer de ces Etats; que les sociétés africaines auraient pu avoir une autre histoire. Non l'Etat post-colonial apparaît comme le destin des sociétés primitives. Il ne vient à l'idée de personne que nos sociétés avaient déjà une pluralité d'issues mais que c'est l'Etat post-colonial qui a prévalu. Non parce qu'il était inscrit dans une logique interne de développement des forces productives mais bien parce qu'il a été imposé de l'extérieur dans le cadre de l'expansion du capitalisme. Pire, dans le discours ethno-libéral cet Etat nous est présenté comme une preuve de maturité politique de la société, une société qui, au niveau du développement des forces productives, a été posée comme primitive. Dans la tradition ethno-libérale, l'Etat sauve la société

L'approche tiers-mondiste

La Démarche

Il semble que cette deuxième approche soit contemporaine au courant libéral. Elle a cependant été d'abord d'inspiration humaniste, puis s'est nettement radicalisée avec l'exaltation du "tiers-mondisme" pendant les

12. Idem, p. 8.

années 1960. A l'intérieur de ces deux courants de pensée, il y a des interprétations différentes des phénomènes culturels, économiques ou politiques; mais ces divergences internes s'estompent, comme nous allons le voir, derrière une manière commune de traiter la problématique des rapports Etat/Société civile.

Les premières analyses ethnographiques avaient surtout pour but le repérage et la définition. Elles ont construit des indicateurs conceptuels visant à mesurer l'état d'arriération des sociétés primitives. Ces indicateurs ont ensuite été rassemblés selon certains critères (simplicité, homogénéité et transparence) ce qui a permis d'établir une typologie des sociétés primitives par rapport aux "sociétés modernes" et enfin elles apparaissent comme "un retard" avec des structures archaïques, une mentalité prélogique et un processus historique plus ou moins bloqué.

L'approche tiers-mondiste est partie également de l'étude des sociétés primitives pour critiquer les thèses ethno-libérales. E. Terray en 1972, P. Rey en 1973, C. Meillassoux en 1975 et Jean Copans en 1975 ont, après avoir balayé le terrain des imageries naturalistes laissées par l'ethnologie coloniale, mis en lumière les erreurs de l'approche dualiste (tradition - modernisme) à l'aide d'une construction plus dialectique en termes d'articulation de modes de production différents; c'est-à-dire le capitalisme et les autres systèmes historiques d'organisation sociale.

Si ces analyses ont permis une certaine intelligibilité des rapports économiques (théorie du sous-développement engendré et perpétré, avec la théorie du développement comme rupture nécessaire) il n'en va pas de même sur le plan socio-politique (face au redéploiement du grand capital). C'est que les tiers-mondistes préféraient partir du couple superstructure/structure pour faire le procès des rapports de production à la périphérie. C'est à partir de ce couple épistémique qu'ils ont fait leurs analyses de la domination (à l'intérieur) et de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Mais déjà, dans les années 50, Michel Leiris disait:

scientifiquement, il est déjà certain que nous ne pouvons sans que nos vues sur elles en soient faussées, négliger le fait que les sociétés en questions sont des sociétés soumises au régime colonial et qu'elles ont par conséquent subi - même quant au moins touchées, au moins "acculturées" - un certain nombre de perturbations. Si nous voulons être objectifs, nous devons considérer ces sociétés subissant à quelque degré l'emprise économique, politique et culturelle européenne et non pas en nous référant à l'idée de je ne sais quelle intégrité¹³.

13 Michel Leiris, *idem*, p. 87.

L'enjeu

Cet appel a été entendu par les chercheurs marxistes surtout parce que face au courant primitiviste, ils devaient prouver l'universelle validité des concepts et des méthodes élaborés par Karl Mark. Ce pari Claude Meillassoux l'a tenu au cours de son étude *L'anthropologie économique des Gouro*¹⁴. En écrivant son livre, il s'est proposé un double but: décrire à partir du cas des Gouro le mode de production des sociétés lignagères et segmentaires et analyser le passage de ce mode de production traditionnel à un nouveau mode de production caractérisé par le développement de l'agriculture commerciale. La preuve a donc été donnée que les catégories du matérialisme historique sont parfaitement applicables aux sociétés dites "primitives" et que leur utilisation nous permet de franchir une étape nouvelle dans l'exploration de ces sociétés.

La méthodologie

C'est ainsi que l'on est passé de la "totalité expressive", de "l'essence intérieur" tous chères à l'approche libérale quelque soient les écoles, à "l'expression réciproque" entre les éléments du tout, et l'on a commencé parallèlement à la tradition de "l'intégrité" sociale de la réalité africaine, à étudier ces sociétés dans leur "réalité sociale" tout en maintenant l'idée d'une spécificité au niveau du mode de production.

Le tiers-mondisme

Le tiers-mondisme a introduit cependant une nuance subtile permettant de préserver l'approche ethnocentriste. Pour Claude Meillassoux, rappelons-le, il y a un mode de production des sociétés lignagères et segmentaires, défini par la réunion d'un certain nombre de caractères économiques généraux communs à toutes ces sociétés. Pour nous, (de E. Terray et L. Althusser) "un mode de production est l'unité spécifique d'un système de forces productives et d'un système de rapports de production..."¹⁵. Les diverses formes de coopération rencontrées dans de telles formations nous révèlent donc la "présence" combinée d'autant de modes de production distincts.

En clair M. Terray affirme que l'on peut toujours, lorsqu'on se livre au procès de toute société humaine rencontrer des catégories définies par le matérialisme historique. Mais de là à conclure que toute société humaine fonctionne selon la loi du matérialisme historique, il y a un pas. Donc devant la diversité contextuelle des sociétés dites primitives, le marxisme admet certes l'existence d'une structure économique de base, commune à

14 Claude Meillassoux - *L'anthropologie des Gouro de Côte d'Ivoire*, Mouton, 1964.

15 E. Terray - *Le marxisme devant les sociétés primitives*, Maspéro - 1969, p. 167-169.

toute société humaine avec un mode de production dont seuls varieraient les modalités concrètes. Par contre il renonce à rechercher au niveau de cette infrastructure économique, l'explication des différences considérables des sociétés au niveau des superstructures juridiques, politiques, sociales et idéologiques. Pour M. Terray, si Claude Meillassoux s'en est tenu à l'idée que l'ensemble des sociétés lignagères et segmentaires repose sur un seul et même mode de production, c'est peut être parce qu'il n'a pas tout à fait renoncé à la conviction idéologique selon laquelle, il y aurait une **spécificité irréductible des sociétés dites primitives** qui tiendrait en dernière instance à leur simplicité, à leur homogénéité, à leur transparence, et nous revoilà à la case de départ; du coup le marxisme ne s'appliquerait pas aux sociétés africaines. Il faudrait une théorie spécifique pour ces sociétés. Ce à quoi se sont employés Lénine et Roxa Luxembourg avec *l'impérialisme, stade suprême du capitalisme...*¹⁶.

Le problème théorique

Le problème théorique que pose ce refus de considérer les sociétés africaines comme des sociétés humaines à part entière n'a induit les tiers-mondistes les plus honnêtes qu'à nous vendre des mythes révolutionnaires avec un "stalinisme de sous-développés" qui fournissait cependant, tant bien que mal, une vision moderne du monde, manichéenne, certes, mais relativement efficace avec son explication du phénomène de l'impérialisme, son souci du développement économique, sa structure organisationnelle, et son volontarisme optimiste. Cette caricature particulière du marxisme (il y en a d'autres) a été mimée jusqu'à un certain point par les révolutions nationales anti-impérialistes. Mais devant l'échec cuisant de ces révolutions, les tiers-mondistes ont été plus prompts à accuser les intellectuels africains d'incapacité conceptuelle (ce qui participe dans une certaine mesure de l'obscurantisme ethnocraciste) qu'à remettre en cause ce "marxisme à la petite semaine".

*D'une façon générale, les potentialités révolutionnaires du tiers-monde ont été surestimées: trop souvent par universalisme, c'est-à-dire par absence de connaissance des conditions concrètes, une trop grande importance a été accordée au rôle possible de l'idéologie révolutionnaire, sans toujours bien évaluer sur quelle société et dans quelles conditions on essayait de la greffer...*¹⁷

Aussi l'"épaisseur historique" souvent appelée à la rescousse par un certain Poncepilatisme nous ramène en pleine ethnocentrisme avec les

16 Lénine : *Impérialisme, Stade suprême du Capitalisme.*

17 Opinion courante chez les néo-libéraux de droite comme de gauche - Voir Jacquenot et Raffinot op.cit., p. 44-45.

leaders charismatiques et les pseudo "démocraties nationales" pour réaffirmer la socialité du pouvoir primitif et l'absence de conscience de classe dans "ces" sociétés archaïques. Leur rendant la monnaie, Lévi-Strauss disait du tiers-mondisme:

qu'il s'agit là d'une tentative pour supprimer la diversité des cultures tout en feignant de la reconnaître pleinement... L'évolutionnisme social ou culturel n'apporte, tout au plus qu'un procédé séduisant mais dangereusement commode de présenter des faits; il s'agit d'un maquillage faussement scientifique, d'un vieux problème philosophique dont il n'est nullement certain que l'observation et l'induction puissent un jour fournir la clé"¹⁸.

Comment s'étonner que dans sa maturation, l'anthropologie sociale nous propose comme seule issue aujourd'hui une théorie néo-évolutionniste qui préconise simplement "d'utiliser les instruments d'analyse disponibles pour élucider les contraintes qui pèsent sur la dynamique d'accumulation du capitalisme dans les économies dépendantes"¹⁹.

De l'archétype "société primitive" construit pour les besoins de l'analyse des "sous-cultures africaines" on est passé à l'idée d'une "culture africaine", paradigme syntagmatique auquel renverraient ces fameuses "cultures au pluriel". Après le culte de l'unité, celui de la diversité. Et forts de ces présupposés "scientifiques", de l'ethnocentrisme à l'apartheid, les politologues tiers-mondistes affirment sans ambages aujourd'hui que dans les rapports Etat/Société, leur souci prioritaire est de sauvegarder des structures et des institutions, et la consolidation des Etats africains. Mieux les socialistes Français déclarent "nous ne sommes pas intéressés à la déstabilisation des régimes en place"²⁰.

Rapports Etat/Société dans la pensée critique: L'Etat contre la société

Dans ce contexte, la problématique Etat/Société est posée à travers trois idées principales. J. Copans démontre que les rapports Etat/Société s'enracinent dans la primitivité des sociétés africaines. E. Terray se demande si cette problématique est pertinente à propos de la réalité africaine post-coloniale et enfin J.F. Bayart tente de trouver un moyen terme en conciliant les ethnocentristes néo-colonisateurs et les critiques tiers-mondistes avec sa thèse de l'Etat hégémonique.

Pour J. Copans, la prédominance de l'Etat sur la société et l'autoritarisme sociétal sont fondés sur une culture africaine de la hiérarchie

18 Claude Lévi-Strauss cité par E. Terray dans *Le marxisme dans les sociétés primitives*, p. 15-16.

19 Idem. Jacquenot et Raffinot, p. 9.

20 Louis Le Penec - *Vingt questions sur l'Afrique*, p. 13.

et de l'obéissance. "Les sociétés africaines seraient des sociétés qu'imprègne la sacralité²¹ du fait de leur mentalité prélogique. Parallèlement, les seules représentations qui y constitueraient des potentiels de conflits et de résistance à l'Etat relèvent des relations parentales ou tribales, des pratiques magico-religieuses, telle la sorcellerie ou les sectes modernes. Il s'agirait donc en général d'archaïsme interprétés en termes de résistances à l'Etat qui lui, est porteur du projet capitaliste et de ce fait seul acteur politique digne de ce nom. Le problème de l'ethnologie moderne c'est de démontrer que l'Etat "post-colonial n'a pas de forme concrète au niveau de l'infrastructure économique. Alors la hantise des penseurs occidentaux c'est que les Africains intellectuels ou chercheurs découvrent que la seule réalité concrète de l'Etat post-colonial sur le plan national c'est l'appareil coercitif géré par la bourgeoisie bureaucratique".

La prise de conscience de ce fait, de plus en plus réelle et massive en Afrique quelques soient les modalités concrètes qu'elle prenne, a des conséquences désastreuses pour les intérêts du grand capital. Elle implique que, s'agissant de l'Etat, des Africains ne puissent le concevoir aujourd'hui que dans l'acceptation de Gramsci: c'est-à-dire que l'instauration d'un tel Etat implique:

à l'intérieur un fonctionnement démocratique garantissant à toutes les tendances anticapitalistes la liberté et la possibilité de devenir des partis politiques... Et qui fonctionne vis-à-vis de l'extérieur comme une machine implacable contre les organes du pouvoir industriel et politique du capitalisme²².

En fait un Etat démocratique est au moins socialiste. Alors on entretient l'amalgame au sujet de la problématique de l'Etat. Il importe de démystifier toute cette activité débordante sur les rapports Etat/Société civile en Afrique. Il faut en premier lieu distinguer deux niveaux d'appréhension du sujet qui sont mêlés souvent à dessein: quand nous disons au début de cet exposé que le couple Etat/Société civile est à usage descriptif pour Marx, cela implique que la distinction même entre société politique et société civile est d'ordre "méthodique" et "non organique" car dans la réalité perçue au niveau concret, société civile et Etat se confondent. Aussi la première erreur (nous osons croire qu'il s'agit bien d'une erreur) c'est de prendre le couple Etat/société civile à usage méthodique pour faire le procès des rapports de production au niveau superstructure/structure. Cette identification mal-

21 J. Copans comme J.F. Bayart : Les sociétés africaines face à l'Etat - p. 25 dans *Pouvoirs* 1983.

22 Gramsci cité par Macciocchi, p. 169.

heureuse des deux couples et cette confusion des niveaux d'approche a pour principales conséquences:

- la négation de l'Etat d'une part (Etat "fantôme" pour Copans)²³, dans le seul dessein de faire apparaître un Etat post-colonial somme toute pas si terrible que l'on prétend pour ainsi introduire l'idée de désengagement (car qui trop embrasse, étreint) essentiel dans le contexte actuel de redéploiement du capitalisme post-industriel. Et avec cette négation, celle des classes sensées être au pouvoir:

en particulier on ne rencontre guère en Afrique l'équivalent de ces fonctions publiques européennes qui sont bien souvent le plus solide substrat de l'existence indépendante de l'Etat, avec des corporations fermées sur elles-mêmes et maîtresses de leur propre recrutement. On rencontre plutôt en Afrique des bureaucraties dont le mode de recrutement dépend du pouvoir; à leur idéologie de l'intérêt général qui justifie leur liberté d'action vis-à-vis de tous les intérêts sociaux, les Africains préfèrent celle de l'intérêt personnel et de l'enrichissement illicite; toute position d'enrichissement par les avantages personnels qu'elle procure (traitement régulier susceptible d'être réinvesti, prestige social, passe-droits, pots-de-vin, etc...). Même les hommes d'affaires qui n'appartiennent pas au secteur public en dépendent étroitement, ne serait-ce que parce que leurs moyens d'enrichissement repose largement sur des dérogations à la loi (contrebande, fraude fiscale, etc.) ou sur des autorisations administratives (licences d'importation ou autres). La parenté, de voisinage ou de clientèle vient en quelque sorte écarteler l'administration, lui interdire de se constituer en acteur autonome et cohérent²⁴.

- La négation de la société civile dont il faut relever la carence identitaire dans la pensée africaniste; on parle tantôt d'un groupe ethnique (les bamilékéés au Cameroun), d'un mode particulier de production (économie de plantation en Côte d'Ivoire), de groupes sociaux dominés (cadets sociaux et autres) qui prennent "leur revanche sur l'Etat" en tenant en échec son "projet hégémonique"²⁵. Tantôt il faut rechercher la société civile dans les sites intermédiaires entre l'action de l'Etat et les modes populaires d'action (Bayart). Par ailleurs, on souligne que "tous ces

23 J. Copans : Une crise conceptuelle opportune, *Politique Africaine*, juillet 1987, Kartala, p. 2-11.

24 J.F. Bayart dans les sociétés africaines face à l'Etat. Les pouvoirs africains - *Pouvoir* 1983, p. 29-34/35-38.

25 J.F. Bayart *Pouvoirs*, p. 32-33.

soulèvements n'ont débouché que sur des situations d'équilibre catastrophiques" car ni les jeunes marginalisés et victimes de toutes sortes de manipulation, ni les femmes contraintes à des stratégies individuelles ou familiales, ni les paysans, ni les ouvriers affaiblis par les clivages internes ne peuvent contredire la logique capitaliste par la formulation d'un projet explicite de rupture. Toutes ces forces populaires se contentent de peser sur l'Etat par le biais d'innombrables "tactiques" faute d'une stratégie alternative. En conséquence quand on affirme l'inexistence de l'Etat, on a en tête l'Etat au niveau structure nationale concrete, alors que l'on parle de l'Etat au niveau de la superstructure. De même quand on démontre l'absence d'une société civile, on traite d'archaïques les rapports de production et on veut que nous acceptions là la primitivité de la société civile au niveau de la superstructure comme une sorte d'incapacité au politique. La deuxième erreur c'est au niveau organique; peu nous importe de savoir que l'Etat est contre la société ou que la société prend sa revanche sur l'Etat car ce sont là des rapports concrets que nous expérimentons quotidiennement dans le cadre des rapports de production. Ce qui est important c'est que si l'on veut faire le procès de ces rapports de production, il ne faut pas penser qu'il suffit de sortir de l'optique fonctionnaliste de description des différents rôles de l'Etat pour critiquer plus ou moins radicalement la domination de l'Etat sur la société. Le problème n'est pas de réduire l'Etat à sa fonction coercitive, pour nous faire croire qu'il y a un progrès théorique. Le mérite" de Gramsci "est d'avoir distingué à l'intérieur de l'Etat, bien qu'en celui-ci le moment de la force et celui du consensus soient dialectiquement unis, un niveau superstructurel, l'hégémonie... à travers lequel l'Etat exerce sa direction et maintient son leadership idéologique sur la société civile"²⁶. Or l'hypothèse hégémonique selon J.F. Fayart est que l'Etat post-colonial en Afrique essaie de résoudre une crise hégémonique ouverte avec les indépendances et que c'est le projet hégémonique de l'Etat qui explique et à la limite légitime - sa nature coercitive. La distinction entre "société politique" et "société civile" que Gramsci opère dans les "cahiers"²⁷ n'est pas seulement une distinction méthodologique entre deux niveaux de la superstructure, mais surtout le lien théorique où se noue un concept original tout-à-fait nouveau dans la théorie léniniste de l'Etat et qui met en évidence la complexité,

26 J.F. Bayart : "Le parti unique au Cameroun" - *Cahiers d'études africaines*, p. 9-13.

27 Gramsci, idem, p. 165.

l'articulation et la relative indépendance, par rapport à la base économique des institutions, des organisations, des formes de la conscience de l'idéologie à travers lesquelles s'exprime le pouvoir (d'une classe). Alors à quel Africain fera-t-on croire que le projet hégémonique de l'Etat post-colonial est une réalité? Nous savons que la force d'un règne hégémonique est d'autant plus efficace que les mécanismes par lesquels il est advenu sont invisibles.

En Afrique la coercition aussi bien physique que symbolique est le fruit d'une conception musclée de l'autorité que détiennent les pouvoirs politique, administratif, judiciaire et policier.

Les jeunes délinquants sont battus dans les commissariats, les gens sont détenus dans des conditions tragiques et inhumaines, les projets économiques ou urbanistes sont mis en oeuvre autoritairement. Le développement est de facto une obligation imposée par les mesures fiscales, administratives et coercitives; la valorisation de l'investissement humain pouvant mener jusqu'à une véritable réhabilitation du travail forcé de l'époque coloniale (Zaïre, Guinée Equatoriale); la collecte de l'impôt donne lieu à des opérations de police entachées de brutalité. La répression des mouvements sociaux ou des pratiques populaires menace constamment de dégénérer en incidents sanglants (Nigéria, Zaïre, Libéria, Madagascar, Centrafrique, Kenya, Gambie, Cameroun, Côte d'Ivoire) et les situations de répressions paroxystiques ont endeuillé la Guinée Equatoriale, la Guinée Conakry, l'Ouganda, le Burundi, le Rwanda²⁸.

Pour Gramsci, l'Etat c'est la société politique et la société civile: "une hégémonie cuirassée de coercition". Or si partout en Afrique le procès des rapports de production révèle un Etat coercitif, elles sont rares les sociétés africaines où l'Etat est à la fois la société politique et la société civile, au niveau de la superstructure. Il n'existe pratiquement pas de pays où le groupe social dominant a pu ou même a dû s'imposer comme dirigeant avant même la prise de pouvoir gouvernemental. C'est là aussi une des conditions réelles pour parler d'Etat hégémonique. Selon Gramsci, la fonction hégémonique est aussi un moment et une condition du processus révolutionnaire. Alors que dans les pays africains, même lorsque les dirigeants Chefs d'Etat étaient des leaders au cours de la guerre d'indépendance (Côte d'Ivoire, Guinée par exemple) ils n'ont pu maintenir leur hégémonie (personnelle) que par la force; Les Etats africains sont des cas particuliers où la seule force suffit à l'exercice du pouvoir. Hors de cette hypothèse, il est indispensable de penser ensemble les deux termes de

28 Bayart *Pouvoirs*, p. 35.

domination et de consensus car, à ne vouloir mettre l'accord que sur le second comme le fait J.F. Bayart, on finit par concevoir "l'Etat non plus seulement comme instrument d'oppression qu'il faut donc briser, mais comme système à réformer"²⁹. C'est une interprétation révisionniste de droite de penser que cet Etat a la direction politique de la classe au pouvoir, encore moins la capacité d'en assurer la direction intellectuelle et morale. Raison pour laquelle ces Etats sont essentiellement anti-démocratiques.

La troisième erreur à laquelle induit l'usage alternatif des couples Etat/Société et superstructure/infrastructure et la confusion des niveaux d'analyse c'est de penser que ce qui ne se réduit ni à l'Etat ni aux modes populaires d'action politique et qui serait donc la société civile ne peut se saisir qu'à travers des énonciations politiques. Il faut faire remarquer qu'en disant cela, on se trouve au niveau de la superstructure. Et le contrôle de la société par l'Etat et par les groupes sociaux qui postulent au statut de classe dominante porte d'abord sur l'accès des acteurs historiques au système politique. Les régimes en place sont opposés à l'organisation autonome et plurielle des groupes sociaux subordonnés par l'effort totalisant l'intégration des différentes forces sociales au sein de mouvements uniques: parti, syndicat, organes annexes de jeunes, étudiants; avec mobilisation plus ou moins épisodique comme en Côte d'Ivoire, débonnaire comme au Cameroun et plus totalitaire comme en Guinée, Zaïre, Togo. Cette participation conforme et unanimiste par la sélection des candidats aux fonctions électives, l'accès à la scolarité de qualité, la répartition des richesses est régulée par le centre d'où l'Etat et les classes dominantes assument leur propre reproduction. Alors pour que "la politique se gère dans le visible"³⁰, il faut déjà que l'accès, "le passage au politique" se conçoive dans le visible.

Dans un pays comme le Cameroun, entre la structure économique qui a sa logique propre de reproduction du capital et l'Etat avec sa législation, sa coercition, se tient la société civile, avec des lieux, des temps, des agents et des structures dont l'Etat empêche l'institutionnalisation et la systématisation, car dangereux pour lui.

En deuxième lieu, c'est cette société civile là qu'il s'agit d'analyser dans ses rapports avec l'Etat et non des comportements plus ou moins pathologiques résultant de la rigueur de la domination, ni encore moins des pratiques énonciatives dont on sait parfaitement qu'elles ne sont détotalisantes que le temps de la lutte pour l'accession au pouvoir.

29 Gramsci, *idem*, p. 168.

30 J.F. Bayart : *L'hypothèse totalitaire*, colloque Paris - février 1984.

- D'abord il faut partir du fait que la distinction Etat/Société est méthodique et non pas organique en ce qu'elle est tout-à-fait pertinente s'agissant de la réalité africaine post-coloniale.
- Ensuite qu'à ce niveau méthodique il est tout-à-fait pertinent de poser en principe l'autonomie de la société civile en Afrique. En ce sens elle peut parfaitement s'analyser dans la vie sociale avec des lieux, des temps, des agents et des structures qui menacent régulièrement et de façon permanente la logique de l'Etat post-colonial.
- Enfin que dans la réalité concrète, société civile et Etat se confondent et quand E. Terray dit que "mille liens continuent d'attacher l'Etat à la société civile et que mille canaux permettent à celle-ci d'intégrer celui-ci"³¹, il démontre là, contrairement à sa conclusion, que les sociétés africaines sont des sociétés hautement et pleinement politiques.

L'hypothèse totalitaire

Avec l'ethnocentrisme, l'Etat devait sauver la société archaïque, l'amener à un niveau de développement permettant d'intégrer l'Afrique dans le système international. Le moins que l'on puisse dire aujourd'hui c'est que l'Etat a échoué totalement dans cette mission. Alors les penseurs africanistes plus ou moins tiers-mondistes nous expliquent qu'en réalité cet échec est à mettre sur le compte des pesanteurs sociales qui n'ont pas arrêté pendant presque trois décennies de peser sur l'action de l'Etat. Mieux, l'Etat a été obligé d'être contre la société pour essayer de la sauver malgré elle. Et comme le dit l'adage populaire, on ne peut pas sauver quelqu'un contre sa volonté. Alors il faut s'y résoudre. Les sociétés africaines sont irrémédiablement non-politiques et partant, hors de l'histoire. Nul doute que cette façon de voir les choses sert à maintenir le statut quo; nous proposons une autre explication.

La démarche

Très longtemps il a été interdit de considérer la colonisation pour ce qu'elle fut une gigantesque opération commerciale doublée du plus grand génocide que l'humanité ait jamais connu; il s'agissait de moderniser des sociétés arriérées et archaïques. Puis l'expansion coloniale qui a donné lieu à la "libération nationale" s'est soldée par l'octroi des indépendances. C'est seulement 20 ans après que les analyses tiers-mondistes nous apprennent

31 E. Terray : *L'Etat contemporain en Afrique*, p. 14.

qu'il s'agissait de la reproduction du mode de production capitaliste avec la création des Etats en prime.

Quant au fait de ces analyses nous avons voulu dénoncer les Etats africains comme étant de simples instruments de contrôle de l'impérialisme, les tiers-mondistes étaient les premiers à nous convaincre du contraire sous prétexte que ces Etats avaient pour mission la réalisation de nations souveraines. Enfin aujourd'hui quand nous avançons l'hypothèse totalitaire pour expliquer la marginalisation de l'Afrique, M. J.F. Bayart nous conseille de la

"projeter dans le futur" parce que "la moitié de la population des Etats africains est trop jeune pour avoir fait l'expérience directe de la référence libérale à la fin de la colonisation et qu'en conséquence au-delà des stratégies indéniables d'entrée dans le totalitarisme, nous n'avons pas assisté d'une façon irrévocable à l'installation du totalitarisme tel que le définit R. Aron"³².

Pourtant le même Bayart décrit à propos du Cameroun, des mécanismes totalitaires du régime. A travers l'Afrique, les indices ne manquent pourtant pas; la prolifération des régimes de parti uniques tentaculaires disposant du monopole de la fonction politique et encadrant les différents pans de la société par le biais d'organismes annexes spécialisés; des régimes qui fonctionnent d'emblée sur le mode de la mobilisation et de la participation conforme, et les observateurs ont pu se gausser des élections à 100% (et même parfois à 110%, selon les vœux d'un Préfet camerounais); défilés de masses scandant des mots d'ordre à la gloire du Chef du Parti et de la pensée officielle... La prétention de l'Etat à moderniser la société selon les besoins d'une conception globale du "Développement", un "Développement" défini de l'extérieur et imposé par le haut, est lourde de relents totalitaires indéniables, jouant à la fois sur la coercition et sur les mécanismes d'intériorisation. Etats pédagogues s'adressant à des "peuples-enfants", immatures, coupables et toujours prompts à retomber dans les errements du passé, le passage d'un 'Etat mou à un Etat intégral" dans un contexte d'inconsistance relative de la société civile. Mais on nous invite malgré ces indices à ne voir que de l'autoritarisme. Bayart parle même de "Bonapartisme", là où il pourrait nous venir à l'esprit que l'idée de développement séparé pour la "périphérie" a inauguré sur le continent africain ce processus de désintégration dont C. Lefort dit qu'il combine

32 J.F. Bayart : *L'hypothèse totalitaire* et citations suivantes.

*la dissolution des liens sociaux ordinaires et l'anéantissement des volontés particulières avec le montage d'un immense réseau bureaucratique dans la société entière*³³.

Comme pour l'ethnocentrisme et le tiers-mondisme, on analyse les mécanismes totalitaires au niveau de l'infrastructure économique et social mais on refuse de le reconnaître quand on se place au niveau de la superstructure socio-politique. On conclut à une intégration de la société civile et de l'Etat. On constate leur fusion et au lieu d'y voir du totalitarisme on parle de "bribes de totalitarisme"³⁴ dont il faut chercher le fondement dans "un totalitarisme social" interne et s'interroger de façon moins anecdotique sur la transposition éventuelle de ce totalitarisme social au plan de l'Etat contemporain de facture occidentale.

L'enjeu

Voici comment le définit Bayart:

*A ma connaissance, aucun travail d'envergure n'a raisonné systématiquement en termes de totalitarisme peut-être parce que les auteurs les plus sensibles à la structure verticale (ou en oignon...) des régimes africains et les plus enclins à la dénoncer, les économistes dépendantistes, les anthropologues marxistes, les sociologues de la domination tendaient à mésestimer la dimension spécifiquement politique de leur objet, par une pesanteur propre à leurs disciplines respectives et se méfiaient, du fait de leur inspiration idéologique, d'une notion sensée appartenir à l'arsenal intellectuel de leurs ennemis de classe*³⁵.

Enjeu donc d'abord idéologico-théorique.

*A tout cela il faut ajouter une raison déplaisante. Les moyens d'information ont une curieuse attitude à l'égard de la violence qui afflige les sociétés politiques africaines. D'un côté ils la relatent avec une complaisance qui tient lieu d'explication, y discernant l'une des caractéristiques du continent: le politique serait plus dangereux en Afrique qu'ailleurs*³⁶. *D'un autre côté, ils se montrent très sélectifs (un Kolwezi pèse plus lourd qu'un Soweto, les victimes d'une rébellion plus que celles de sa répression, les réfugiés plus que les prisonniers) et*

33 C. Lefort : *Réflexions sur l'archipel du Goulag*. Seuil 1976, p. 97.

34 Bayart, *L'hypothèse totalitaire*.

35 Bayart, *L'hypothèse totalitaire*.

36 Bayart, *L'hypothèse totalitaire*.

parfois étrangement muets dans la mesure où, au marché des morts violentes, un Polonais vaut cent Palestiniens... et mille Africains!"

Enjeu politique ensuite:

L'irruption de l'Union Soviétique sur la scène africaine au milieu des années soixante dix à la faveur de la guerre angolaise et de la révolution éthiopienne a changé les données du problème. Le patronage de société par l'Etat a pris sens, mais un sens unique: seules certaines situations sont concernées, celles qui ont trait aux intérêts vitaux de l'Occident...³⁷

Enjeu économique enfin!

La méthode

Il faut poser dès le départ que le pouvoir est totalitaire en Afrique, du fait du présumé idéologique selon lequel le sous-développement procède du non-développement. Faire le procès des sociétés africaines post-coloniales dans les sens où le totalitarisme le fait c'est

- forcément considérer un type de société différente - un modèle de communauté transparente; une manière de penser cette transparence³⁸.
- Admettre que la majorité des Africains vit l'expérience totalitaire à travers les régimes politiques établis en Afrique, "Expérience d'absolue non-appartenance au monde, qui est l'une des expériences les plus radicales et les plus désespérées de l'homme"³⁹.
- Examiner la logique de ces régimes, pour arriver par une attitude aussi objective que possible à déterminer leur causalité historique réelle.
- Et c'est seulement alors que la problématique de l'Etat post-colonial peut être posée de façon moins folklorique.

Cependant, il convient d'insister sur le fait que pour que la violence totalitaire apparaisse sous son hideux visage de tragédie quotidienne, il faut sortir de la pratique discursive totalitaire d'une part, et ne pas se contenter d'appréhender la praxis sociale de l'Etat pour ce qu'elle se donne surtout au travers des consciences individuelles d'autre part. Il faut aller au-delà de ce que nous appelons les masques du discours. Qu'il s'agisse du discours

37 M. I. Etaki-Otabela dans *Misère et grandeur de la Démocratie au Cameroun* - Harmattan, 1987

38 *Idem*

39 *Idem*

ethno-anthropologique ou qu'il s'agisse du discours sur le social qui devient discours africaniste, il faut pouvoir sortir du discours sur le social qui devient discours social. Ces deux discours relèvent de l'idéologie totalitaire dans lequel ils sont enfermés car il s'agit d'une "idéologie de granit"⁴⁰; elle implique que toute la sphère applique une seule et même norme. Elle est née de la tentative de rassembler dans un même discours, de condenser dans une représentation unique les éléments épars de la réalité africaine, ce discours tend à faire coïncider le discours social dominant avec le discours du pouvoir.

Le totalitarisme en question

La première réserve de J.F. Bayart à propos de l'hypothèse totalitaire est que

*l'Etat post-colonial africain ne repose pas d'une région à l'autre sur les mêmes fondements sociaux et culturels et sa structure est beaucoup plus complexe que ne veulent bien le dire les différentes vulgates*⁴¹.

Les africanistes sont à ce propos frappés d'une myopie pour le moins surprenante. Comment font-ils pour ne pas voir que le pôle du pouvoir dont il est question ici, (ne serait-ce qu'au niveau du savoir qui l'énonce) s'appelle Parti Unique sur toute ou presque toute l'étendue du continent africain. Car qu'il s'agisse des pays qui se donnent pour multipartisans ou qu'il s'agisse des Etats à peine sortis du maquis (Zimbabwe) c'est partout la même et unique logique de parti unique:

*constitué d'une élite d'initiées, d'un corps social qui n'est jamais altéré par ses membres ou même ses sympathisants qu'ils soient déçus, humiliés, ou quasiment anéantis et d'un appareil tout actif, tout puissant qui régit sous la direction d'un homme ou d'un groupe d'hommes, la société entière. Le discours du parti exprime et recouvre sous des mots sortis de l'histoire ces archaïsmes que les Africanistes en quête d'exotisme se complaisent à exhiber en termes de "profondes césures culturelles, religieuses linguistiques" et qui représentent selon eux plus sûrement l'authenticité de la réalité africaine une réalité totalitaire qui combine un processus de concentration du pouvoir, en vertu duquel l'organe dirigeant de la bureaucratie et singulièrement l'égocrate décide du sort de tous grâce au processus de diffusion du pouvoir dans la société civile par le truchement du Parti en vertu duquel, la société est quasiment absorbée par l'Etat qui se trouve ainsi rendu invisible*⁴².

40 Idem.

41 Lefort, p. 127 et suivantes.

42 Bayart, idem.

Mais non, J.F. Bayart ne peut pas et ne veut pas voir cette réalité africaine là. "Aux évolués"; il préfère le "bon sauvage" et contre toute objectivité, il nous dit:

Dans de tels contextes, il n'y a pas à l'échelle de l'Etat contemporain, "d'idéo-logique", ni de "schéma culturel... diversement infléchi par un lieu dominant de production symbolique qui alimente l'idiome majeur d'où émane une grille classificatoire imposée à la culture dans son entier"⁴³.

Mais c'est exactement cela le contraire de la réalité africaine aujourd'hui. Pour les africanistes, il ne peut y avoir de totalitarisme complet en Afrique noire dès lors que les paysanneries n'y sont point encore "capturées" par l'Etat et que les "Chaînes syntagmatiques"⁴⁴ de légitimation ne sont point aussi longues qu'elles n'y paraissent. Ce qu'ils ignorent c'est que le pouvoir en Afrique s'incarne et s'annonce en logique africaine⁴⁵, depuis les Pharaons. S'agissant des paysans, les africanistes ne se doutent pas un seul instant que le pouvoir africain est totalitaire aujourd'hui, parce qu'il accompagne la formation de nouveaux rapports d'oppression et d'exploitation dans la perspective de la révolution post-industrielle du capitalisme. Que signifie dans cette perspective "les espaces temps" produits par les paysans africains? Il s'agit certes des sociétés unanimistes mais sûrement pas unidimensionnelles dans la mesure où la "tentative de dissimuler l'antagonisme qui déchire la société de part en part requiert ici la plus formidable violence étatique"⁴⁶.

Cette répression s'acharne aussi bien contre les bureaucrates que les paysans dont les conduites de cohésion impliquent une soumission entière à l'autorité du maître en qui elles s'incarnent; les conduites de cohésion sont certainement plus significatives de totalitarisme que "les espaces temps" aux énonciations incomplètes, temporaires et historiquement inachevés⁴⁷. La dissolution effective et effectivement recherchée de tous les modes de socialisation autonomes sous l'action du pouvoir de l'Etat est loin de constituer "des bribes de totalitarisme". L'identité du bon sauvage aujourd'hui est constituée de sorcellerie, de pratiques de délation, du poids des croyances magico-religieuses. Les africanistes ne veulent pas entendre les "évolués" leur parler de modes de production néo-coloniale qui seraient porteurs de totalitarisme.

43 Lefort, idem.

44 Bayart, idem.

45 E. Terray cite Hyden dans *l'Etat contemporain*, p. 17.

46 Bayart, idem.

47 Eteki, idem.

Le problème théorique

Nous retombons une troisième fois sur le même problème théorique. Car J.F. Bayart affirme que:

les Etats de droit (Sénégal, Cameroun; Kenya), quel que soit leur degré d'autoritarisme, ne peuvent être considérés comme totalitaires (bien que parfois ils fonctionnent partiellement (?) sur le mode totalitaire)⁴⁸ dans la mesure où ils sont assez nettement différenciés par rapport à une société civile en voie de structuration.

On ne peut s'empêcher de voir qu'il y a là une fois encore une confusion de niveau d'analyse. Alors il faut redire qu'au niveau de la superstructure il existe bel et bien une société civile dans ces sociétés, et qui n'est réductible ni au dynamisme ethnique (Cameroun), ni à la discrétion islamique (Sénégal), mais qui s'affirme, depuis bien avant la colonisation et surtout sous l'Etat post-colonial, dans un mouvement antagoniste de celui qui précipite le pouvoir étatique vers son but, le totalitarisme. Reconnaître l'existence de la société civile au niveau de l'infrastructure ne signifie nullement que cette société civile apparaît en société au niveau de la superstructure. L'Etat et la société civile existent bel et bien au niveau du procès des rapports de production dans la société africaine. Reconnaître cela quel qu'en soit les Etats, ne devrait pas induire à la reconnaissance de l'Etat post-colonial essentiellement, ni à nier l'existence de la société civile dans son identité réelle.

La problématique de l'Etat, son impasse théorique ressurgit dans des déclarations du genre:

Les Patrimonialismes sanglants se sont d'autant plus approchés du modèle totalitaire qu'ils se sont posés comme des anti-étatismes et des "Associations de malfaiteurs" (au sens où Mussolini l'entendait) dominant sans partage avec une société "primitive et gélatineuses" sous la forme d'une idéocratie⁴⁹. Et J.F. Bayart de citer la Guinée sauvée de justesse parce qu'elle a enfin renoué avec l'extérieur (Islam, ancien colonisateur). A l'entendre, il semble bien que l'Etat comme la société civile ne retrouvent leur nature pleine qu'au travers de leur articulation au système mondial. C'est donc bien dans l'articulation système national/système mondial que s'enracine la problématique de l'Etat et partant celle du dynamisme des forces productives.

48 Eteki, *idem*.

49 Bayart, *idem*.

Rapports Etat (politique)/société (civile): sous le totalitarisme

Dans les rapports Etat/société, de quel Etat, de quelle société parlons nous? Dans l'antagonisme Etat politique/société civile, de quels mécanismes, de quelle domination il est question? Quels sont les rapports entre ces deux niveaux de perception de la réalité africaine (niveau national/niveau international). La confusion épistémologique qui règne à ce sujet n'est-elle pas la première garantie du maintien du statut quo et de la conformité à l'orthodoxie financière libérale?

La réalité commune africaine c'est celle des Etats où ne transparait le bruit d'aucun conflit, des Etats qui ne respectent pas les droits de l'homme, des Etats labourés par le fantasme de la discorde civile, des Etats où l'on ne traite qu'avec les oppresseurs, des Etats où la mémoire collective a été mise en torpeur avec cette même haine de la division, le même délire unanime qui s'est identifié à la haine de la dissonance jusque dans l'ordre de la vie, des Etats où se trouve réalisée une langue commune, un alphabet collectif; où se taisent les longs silences que produisent entre les hommes les paroles de liberté, des Etats qui enjoignent les corps de se taire, les âmes de se résigner parce qu'il y a un sens à toutes choses, une raison à toutes les décisions, des Etats où les mythes collectifs ont été fabriqués, construits ouvertement, comme dans le cas du tribalisme, ces mythes qui fonctionnent comme des machines à coaguler les volontés, à catalyser les énergies et à fondre les voix dispersées dans la même grégaire oraison, des Etats où le lien social n'est plus une communauté de sujets mais une communauté de tribus dans lesquelles s'est tracé autour de chacun un cercle bien bouclé qui circonscrit tout entier, où le Noir n'est plus rien d'autre que le total de sa négritude, le reclus de sa culture, le geôlier en même temps de sa spécificité, des Etats où il n'y a plus de place pour une définition de l'individu (africain, camerounais, ou autre) qui au-delà de leur particularisme, vaudrait pour tous et rattacherait les Africains à l'humanité, des Etats où il n'y a plus le moindre interdit pour retenir la machine à tuer, où il n'y a plus d'éthique possible sur la base de l'idéologie de la différence, des états où la justice est une vaste flagornerie, où le racisme se dit tribalisme, en fait, des Etats totalitaires, parce que le totalitarisme y a droit au camouflage auquel il peut oser prétendre celui de la banalisation de ses crimes et celui de la familiarisation à son discours, des Etats essentiellement illégalistes, parce que illégaux, parce que créées pour la plupart par des décrets étrangers, des Etats où l'anti-politique, l'apolitisme comme on dit en Afrique est une mystique. Alors ces Etats se sont acharnés sur la société, ils ont détruit les corps intermédiaires - pire ont enserré les débris dans le carcan totalitaire, pour les ressortir sous "forme de communauté de base" promesse à des aventures nationales. Les individus ainsi produits ne peuvent plus se définir qu'en attachement indéfectible même aux nombreuses polices parallèles.

La société est alors cet élément pacifié et désormais sans turbulences, où il n'y a plus un atome, plus un grain de sociabilité qui ne soit adéquatement, parfaitement, spécifiquement exprimé. Cela signifie que pour les nègres ainsi produits, la démocratie est un système qui représente mal, qui ne convient pas aux pays en développement, qui est contre notre nature africaine! Cette nature qui s'est toujours exprimée en communauté de tribus. La réalité africaine aujourd'hui c'est tout cela, un Etat, des individus, une société hantée par la simple et pure idée du signe de tous les grands signifiants universels Etat - Droit-Politique - Institution - Démocratie. Et le grand danger pour les tenants de cette réalité c'est moins l'institutionnalisation, la systématisation que l'intériorisation de ces grands signifiants:

l'incomparable péril, c'est si le signe, soudain, investit, par le dedans, le corps de la société africaine s'il déserte sa place d'étranger et bien à la place de toutes les places, même les plus authentiques⁵⁰.

Et comment appeler, qualifier une telle réalité sinon de totalitaire?

Des mécanismes de domination totalitaire

Dans la mesure où la pensée néo-libérale de gauche comme de droite tient à se donner bonne conscience, et à admettre la nature autoritaire des Etats africains, elle nous peint en conséquence de façon plus ou moins réaliste, plus ou moins impressionniste les mécanismes de domination de l'Etat bourgeois matiné de barbarie africaine. Les mécanismes de domination totalitaire c'est autre chose qu'un Etat répressif.

La domination totalitaire s'articule autour du peuple devenu son propre ennemi, de l'égocrate: s'enracine dans le système constrictif et se donne à travers une idéologie de granit imperforable.

Comment le peuple devient son propre ennemi?

Les analyses sur la terreur africaine ont souvent pour objet les périodes de répression⁵¹, concernant particulièrement des couches de la population. Les paysans, les étudiants, les enseignants, l'armée, les bureaucrates eux-mêmes, etc. Il s'agit de décrire la barbarie qui s'empare de millions de personnes. Mais est-ce qu'il vient jamais à l'esprit d'établir le nombre de personnes anéanties par cette répression depuis seulement 30 ans sur le continent africain? Mais non, on nous dit qu'on ne peut pas parler de totalitarisme parce que cette répression n'est pas comparable ni dans la durée ni dans son ampleur à ce qui s'est passé ailleurs. Comme dit C. Lefort:

50 Bayart, *idem*.

51 Eteki, *idem*.

la comparaison, il serai choquant de la fonder sur les atrocités commises ici et là. A quelle balance voudrait-on peser l'extermination par le gaz et l'extermination par le travail? (des paysans africains en dehors de toute période de répression). Qui tirerait argument du nombre de populations anéanties dans un système ou bien du sadisme des bourreaux dans un autre?⁵².

J.F. Bayart veut bien admettre le totalitarisme en Afrique du Sud mais n'en voit que des bribes en Afrique noire:

Si l'on peut toutefois distinguer une variante du totalitarisme (Bayart en a établi une typologie!). C'est en ce sens seul que le régime stalinien a porté à son accomplissement la représentation d'un peuple entièrement rassemblé, sans division interne, tout actif, mobilisé en direction d'un but commun à travers la diversité de ses activités et pour cette raison même, dans le même temps, occupé à extirper de soi, tout ce qui porte atteinte à son intégrité, à éliminer ses parasites, ses nuiseurs, ses déchets⁵³.

C'est ainsi que récemment nous nous sommes entendu dire que le féminisme ne passera au Cameroun que s'il s'agit d'un féminisme de développement!

Il nous semble que les pays africains ont porté eux, à son paroxysme, la représentation du peuple, son propre ennemi. Par exemple, le fait que pour les prisonniers politiques on parle seulement "d'internement administratif" pour supprimer purement et simplement la catégorie des politiques dans les camps célèbres dans tous les pays africains; il faudrait y ajouter ensemble tous les coffrés, ajouter, multiplier par dix, cent, le nombre des membres des familles exilés, suspects, humiliés, persécutés et l'on verra que le peuple africain à son tour, est devenu son propre ennemi tout en ayant acquis en revanche, son meilleur ami, la police politique!

Et, dès lors, son ennemi n'est plus figurable dans le monde de la nature. Par exemple tel groupement ethnique, comme dans le cadre de la répression classique. Un Autre identifiable représentant de la sous-humanité, cet ennemi se définit nécessairement, à partir de sa propre image comme le représentant de l'anti-social. En ce sens, il ne saurait se fixer au dehors. Il paraît inlocalisable partout et nulle part, il ne peut que le hanter comme le porteur d'une altérité dont la menace

52 Laurent Gbagbo: *Pour une alternative démocratique*, Harmattan 1983 - décrit les épisodes classiques dans les pays africains.

53 C. Lefort, *idem*.

est toujours à conjurer. C'est à la limite le citoyen normal qui se trouve converti en ennemi potentiel du peuple. C'est qu'il faut aussi l'image de cet ennemi, de cet Autre pour soutenir celle du peuple uni, sans division.

L'opération qui instaure la "totalité" requiert toujours celle qui retranche les hommes "en trop"; celle qui affirme l'"Un" requiert celle qui supprime l'"Autre"⁵⁴. Quel pays africain n'a pas ses hommes en trop? aussi bien les subversifs étiquetés que les potentiels. Et cet ennemi il faut le produire. C'est-à-dire le fabriquer et l'exhiber pour que la preuve soit là, publique, réitérée, non seulement qu'il est la cause de ce qui risquerait d'apparaître comme signe de conflit, ou même de l'indétermination mais encore, qu'il est éliminable en tant que parasite, nuiseur, déchet.

Grand procès donc. Par-delà les procès décrits dans les analyses de la domination "autoritaire" qui s'inscrit dans toute l'étendue du social, dont l'enjeu est l'affirmation de l'intégrité du peuple et le ressort de la production des ennemis-intérieurs - non pas certes comme des opposants - ce qui laisserait supposer qu'ils puissent détenir une autre vue sur la société de l'intérieur d'elle-même, incarner en elle un autre possible, mais comme symbole de l'altérité.

Quel pays africain n'a pas connu ses affaires montées conformément à une stratégie politico-policrière exploitée avec succès partout ailleurs depuis des siècles? L'histoire des Etats post-coloniaux est jalonné de conplotis fomentés par des partis ou des centres au demeurant presque toujours fictifs. La société, se présentant comme toute positive (si l'on proclame qu'elle se construit, il s'agit d'un auto-développement; l'avenir est supposé contenu dans le présent) ne doit avoir rien en dehors d'elle-même, c'est-à-dire rien à l'intérieur d'elle-même qui puisse indiquer une autre forme, donner figure à une alternative, où, en d'autres termes les plus simples, elle ne doit contenir aucune classe (!) aucun groupe ou agent social tous déclarés non-politiques... qui puisse revendiquer explicitement le nouveau ou seulement le faire présager par sa pratique ou bien son langage. C'est vrai dans la réalité, c'est aussi vrai dans le discours néo-libéral.

Il faudrait décrire ici le phénomène de l'Egocrate qui est sans aucune commune mesure avec le fameux culte de la personnalité cher aux néo-libéraux⁵⁵. Afin de montrer en quoi c'est ce mécanisme de domination qui institue le totalitarisme. Comment quand le pouvoir se scinde des lieux de socialisation effective, il se concentre toujours d'avantage dans les

54 C. Lefort, *idem.*

55 C. Lefort, *idem.*

appareils de ces organes jusqu'à refluer vers une source unique: l'Egocrate, c'est bien le seul aspect que Bayart reconnaît de façon incontournable.

Quant au système constrictif, il s'agit de renouveler l'approche du procès des rapports de production⁵⁶ en Afrique. Nous allons nous contenter ici d'en donner quelques idées directrices. Pour expliquer la terreur africaine, il convient de renoncer au schéma connu de la terreur. L'industrie du développement fonctionne en extrayant d'une société promise à l'unité, à l'homogénéité, à la transparence sous le contrôle de ses dirigeants, une société vouée à l'organisation des éléments parasitaires et ce sont ceux-là seuls, du fait qu'ils sont désocialisés, arrachés par la violence à tous les réseaux de dépendance particulière où se détermine leur existence, ce sont ces hommes abstraits qui s'offrent à la pleine maîtrise du pouvoir. Les limites de la contrainte subsistent: l'Etat tend à absorber sans jamais parvenir à la société vivante, et cela pour la simple raison qu'elle est indéterminée, qu'elle excède de l'ordre des règles et des comportements manifestes, qu'elle implique des échanges dont la signification et les effets se dérobent même à la conscience de leurs agents. Les pays africains font surgir une population sur laquelle tend à s'accomplir une domination illimitée.

Il faut réexaminer les modalités de fonctionnement des rapports de production non seulement lors des massacres mais en permanence celles de l'être africain, le phénomène d'anéantissement symbolique au-delà de l'extermination physique. Ces hommes extraits qui sont les ennemis du peuple, méthodiquement broyés, renvoient à ceux qui disposent de leur sort: policiers, commissaires, instructeurs, le corps de fonctionnaires. La production d'une humanité en lambeaux leur fournit sans cesse l'assurance de leur propre identité comme corps social indivisible. C'est la forme du social qui se trouve fantastiquement r appropriée par la bureaucratie. L'extorsion du récit-confession est une autre modalité de l'anéantissement, l'auto-anéantissement.

Dans les pays africains, la bureaucratie mène sa guerre non pas contre des groupes, des classes, des foyers d'opposition déterminés mais contre la virtualité du rapport social, des liens élémentaires de réciprocité.

Une guerre qui mobilise tous les moyens pour que, sous l'effet de la peur physique, de l'épreuve extrême de la faim, de la menace de l'extermination, par le travail ou les produits chimiques, du soupçon généralisé, de la délation, chacun devienne étranger au semblable; une guerre qui, par les crimes de droit commun, les coups, le vol, le viol et le mouchardage, fait régner la "Loi" du pouvoir; une guerre incessante et qui doit l'être car

56 C. Lefort, *idem*.

l'anéantissement symbolique demeure le corrélatif de l'établissement du pouvoir bureaucratique. Il faudrait partir de l'idée de redressement par le travail déjà présenté dans l'idéologie coloniale puis analyser la fameuse industrialisation dans la perspective de l'industrie pénitentiaire.

Quant à l'idéologie de granit elle nous apparaît aussi bien à travers le discours social africain⁵⁷ qu'à travers celui des africanistes qui se penchent sur la réalité africaine. Ce discours s'active sous la consigne *ne pas penser*, qu'il s'agisse de l'absurdité de la vie de tous les jours ou qu'il s'agisse de l'incohérence du discours qui est proféré sur cette réalité. On peut ici souligner quelques repères: cette parole est scellée par le mensonge collectif, il y est question d'une humanité fantastiquement repliée sur elle-même, engoncée dans la certitude, où le savoir est strictement conditionné par le pouvoir en ce sens absolument mutilé, dévitalisé, converti en machine d'occupation. Idéologie de granit parce que nous ne pouvons la concevoir qu'à condition de viser simultanément le rapport au savoir en vertu duquel s'abolit la distinction entre la représentation et le fait, et le rapport au nous, au Parti, en vertu duquel s'abolit la distinction des sujets. Il est vain d'appréhender l'idéologie de granit au niveau du contenu. En cachant la violence, elle en fait une habitude, une seconde nature qu'elle institutionnalise.

La fonction véritable du Parti: bien penser, contraindre le militant à faire l'exhibition, à ne pas tenir compte de sa déchéance, à faire preuve d'une certitude, véritable passion qui annule jusqu'aux effets de la souffrance. Tout tend à faire penser qu'en Afrique l'épreuve de l'oppression et de l'exploitation a depuis longtemps annulé les effets de la propagande sur les masses. Erreurs ou déviations donnent une raison de plus de renforcer sa certitude ou sa pensée africaniste. La pensée s'attache à une société sans histoire, une société dans laquelle toute indétermination est bannie, où l'inconnu par principe n'excède pas les limites du connu et où cette pensée méprise les véritables intellectuels.

Les concepts africanistes ou africains masquent le rapport nouveau qui s'est établi entre le sujet et le supposé réel, rapport qui s'installe dans un besoin de savoir et de penser. La connaissance s'annule sous l'effet de la transcendance de la science africaniste ou de la tradition.

Cette idéologie qui accompagne le totalitarisme implique que toute la sphère applique une seule et même norme. Elle naît de la tentative de rassembler dans un même discours, de condenser dans une même représentation les éléments épars de la certitude africaine et africaniste. Unification, condensation qui changent la certitude, la rendent indestructible

57 C. Lefort, *idem*.

"imperfectible", hors des atteintes du réel. C'est pour cela qu'elle est de granit. Une telle opération ramène le processus idéologique à un foyer unique. Elle tend à faire coïncider le discours social dominant avec le discours du pouvoir. Cette opération se réalise concrètement dans sa forme sociale qui est le Parti; Il faut enfin voir comment se pose le problème du politique dans cette idéologie.

Que signifie l'apolitisme de rigueur? Pourquoi passe-t-on du non-politique aux énonciations politiques à travers la pensée africaniste?

Car dès lors que la politique apparaît comme champ d'action, comme multiplicité de rapports voués à s'agencer selon leurs propres normes et intelligibles par eux-mêmes, du même coup c'est le règne dans la société de l'apolitisme et le non-politique qui se trouvent libérés dans la pensée qui fonde cette réalité.

Conclusion

Pour revenir à la problématique générale, il nous semble que l'assertion d'un niveau de développement de la praxis africaine capable de fonder une méthodologie et des outils d'analyse d'une plus grande pertinence, est une assertion idéologique. Face à elle, nous avons posé le principe d'une hypothèse totalitaire de la réalité africaine. Alors, quel appareil de mesure permettrait d'évaluer la pertinence de cette hypothèse? S'il faut se résoudre à attendre l'aval de la pensée dominante, alors idéologie pour idéologie, nous nous en tenons à notre hypothèse dans l'espoir de trouver un cadre africain à son approfondissement.

A la question du Professeur El Malki de savoir pourquoi les mécanismes de reproduction du capital à l'échelle mondiale façonnent d'une manière particulière les économies du Tiers-Monde, nous avons montré que ni le paradigme ethno-libéral avec son hypothèse du développement inégal, ni le paradigme critique néo-libéral avec son hypothèse de dépendance économique ne permettent de comprendre entièrement les transformations opérées dans la logique de l'accumulation au niveau de la superstructure, et par conséquent ne peuvent constituer une réponse au niveau de la structure. Nous avons proposé l'hypothèse totalitaire qui, en permettant de comprendre la nature véritable des structures sociales et étatiques des pays africains fait le procès d'une logique de l'accumulation différente de l'économisme et de l'archaïsme des forces productives.

Il s'avère donc que le problème politique que pose la place de l'Afrique dans le système international ne peut trouver une solution judicieuse - en termes d'interdépendance effective à la place de la dépendance renouvelée - dès lors que le choix politique que cette solution implique (tenir compte des contraintes internes de légitimation des régimes politiques en place) repose entre les mains d'un Etat totalitaire, dès lors que du fait même de cette nature qui est la sienne, cet Etat post-colonial est posée comme "instance

nécessaire et exclusive à la reproduction du système socio-politique", s'il est vrai que dans les rapports Etat/Société, la question n'est pas qu'il y a plus ou moins d'Etat, encore que s'agissant de l'Afrique, ce soit bien là l'enjeu qui amène les capitalistes à préconiser moins d'Etat et les socialistes plus d'Etat dans la phase actuelle de l'accumulation du capital. L'analyse, le procès de cette accumulation en Afrique nous amène à la question de savoir si pour nous Africains, la question est réellement quel Etat? Cependant, dans cette perspective, nous avons montré en d'autres circonstances qu'à partir de la nature totalitaire de l'Etat post-colonial, s'il faut tendre vers un équilibre entre Etat et Société civile, cet équilibre ne peut se réaliser que dans le cadre d'un processus démocratique global qui reste à garantir par l'instauration d'un Etat de droit; à consolider par l'avènement du multipartisme et à approfondir par la remise en question de l'idéologie monopartisanne. Seulement, dans la mesure où nous sommes impliqués dans ces rapports dialectiques au niveau de la praxis, nous nous rendons bien compte que ces issues sont loin d'être probables.

Alors, devant la réalité de l'Etat totalitaire, la question au lieu de quel Etat, n'est-elle pas plutôt faut-il absolument un Etat? N'existe-t-il pas actuellement en Afrique d'autres forces sociales capables d'assumer ces issues? Au lieu de se fixer sur la réalité africaine telle qu'elle est advenue, ne serait-il pas possible de prendre en compte des forces sociales porteuses de transformation plus significatives dans la perspective des intérêts, et du devenir de l'humanité africaine?

S'il est vrai que l'histoire est indépendante des volontés individuelles ou collectives, c'est peut-être quand même à ceux qui font profession de leur intelligence d'en préparer l'avènement.